

Unité bidépartementale Calvados Manche
DREAL Normandie - 477 boulevard de la Dollée
BP 70272
50001 Saint-Lô Cedex

Saint-Lô, le 26/09/2023

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/08/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

LA FLORENTAISE
Tourbière Marais Gorges
50190 Gorges

Références : 2023-570
Code AIOT : 0005301347

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/08/2023 dans l'établissement LA FLORENTAISE implanté Tourbière Marais Gorges 50190 Gorges

A la suite de l'inspection du 15 mars 2023, la société La Florentaise a été mise en demeure le 22 mai 2023, de :

- respecter l'article 18 de l'arrêté préfectoral du 29 décembre 2006 modifié en portant à la connaissance du préfet de la Manche, les modifications envisagées de son plan de phasage d'exploitation en prenant en compte de la sensibilité environnementale du milieu ;
- respecter l'article 29.1 de l'arrêté préfectoral du 29 décembre 2006 modifié en proposant un dispositif fiable permettant la récupération des déversements accidentels de produits polluants sur le site de la tourbière ;
- de respecter l'article 29.2 de l'arrêté préfectoral du 29 décembre 2006 modifié en élaborant et en mettant en œuvre une stratégie permettant de rattraper le retard pris sur la remontée des eaux du plan d'eau central de la tourbière.

La Florentaise a déposé fin mai 2023, un dossier de porter à connaissance pour répondre à cette mise en demeure.

La visite du 23 août avait notamment pour objet:

- de vérifier les réponses apportées par l'exploitant dans son porter à connaissance et de vérifier l'absence d'espèces protégées faunistiques sur une zone particulière d'exploitation telle que présentée dans le dossier de l'exploitant.
- de faire le point sur la réalisation du bilan de son plan d'actions environnemental.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LA FLORENTAISE
- Tourbière Marais Gorges 50190 Gorges
- Code AIOT : 0005301347 Installation : Avec Titre ☒ Sans Titre ☐
- Régime : A
- Statut Seveso : NON SEVESO
- IED : Non IED

L'activité de la Florentaise sur le site de Gorges consiste à exploiter une carrière de tourbe. La tourbe est destinée à la fabrication d'amendements agricoles.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suivi de la mise en demeure
- Instruction du porter à connaissance

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité

peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Registres et plans	Arrêté Préfectoral du 29/12/2006, article 12	/	Sans Objet
3	Prévention des pollutions accidentelles	AP de Mise en Demeure du 22/05/2023, article 1	/	Sans Objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a répondu à certains constats de la visite d'inspection du 15 mars 2023.

A la suite de la mise en demeure du 22 mai 2023, l'exploitant a déposé un porter à connaissance afin de régulariser sa situation. Certains points de ce porter à connaissance nécessitaient de faire des vérifications sur le terrain notamment en terme d'évolution du plan de phasage.

L'inspection a rappelé la nécessité d'obtenir un bilan précis des actions du plan environnemental afin de faire évoluer, si besoin, les prescriptions relatives à la remise en état du site.


2-4) Fiches de constats

N° 1 : Phasage

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 22/05/2023, article 1
Thème(s) : Risques chroniques - Phasage de l'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La société FLORENTAISE SA est mise en demeure, pour les activités qu'elle exerce sur les communes de Gorges et Saint-Jores: <ul style="list-style-type: none">• sous un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté :<ul style="list-style-type: none">◦ de respecter l'article 18 de l'arrêté préfectoral du 29 décembre 2006 modifié en portant à la connaissance du préfet de la Manche, les modifications envisagées de son plan de phasage d'exploitation en prenant en compte de la sensibilité environnementale du milieu ;
Constats : En réponse à la mise en demeure du 26 mai 2023, l'exploitant a fait parvenir en préfecture le 31 mai 2023, un dossier de porter à connaissance. Ce dossier propose une modification du plan de phasage de l'exploitation. Dans le cadre de l'instruction de ce dossier, l'inspection demande à l'exploitant de revoir la modification proposée du casier M1 par la prise en compte des observations suivantes en prévision de la fin de l'exploitation: <ul style="list-style-type: none">- porter l'attention sur la création d'espaces exondés et de haut fonds pour la biodiversité (rehausse entre casiers, éviter les trop longs linéaires);- modifier légèrement le projet en supprimant la pointe prévue sur la partie M1bis pour laisser un espace plus important entre les casiers et éviter si possible la zone d'extension à l'est du M1 ;- de ne pas extraire la tourbe sous les digues du futur casier M2 où seront situées les voies ferrées afin de créer des points hauts et/ou espaces exondés après exploitation;- de créer des « interruptions » dans ces digues pour casser la longueur et la linéarité;- de rehausser (par des matériaux de découverte par exemple) l'espace entre M1 et M2 afin de couper des vents, les futurs niveaux hauts et espaces exondés. En ce qui concerne la présence ou pas d'espèces protégées sur les nouvelles zones d'exploitation, la visite du terrain effectuée le 20 août 2023, avait pour objectif de s'assurer de l'absence d'espèces protégées dans le secteur qui allait être mis en exploitation en 2023 (comprenant également une partie de l'extension est du casier M1 faisant l'objet d'un porté à connaissance en cours d'instruction...).
Observations : Le rapport d'expertise du conservatoire botanique national (CBN) en date du 8 septembre 2023 indique que 53 taxons ont été observés sur cette zone dont : <ul style="list-style-type: none">- aucune plante protégée;- 2 plantes rares à assez rares et classées vulnérables selon la classification de l'UICN (Liste rouge en Basse-Normandie) : Erysimum cheiranthoides subsp. cheiranthoides et Rumex palustris. Au vu de ces résultats, le CBN propose d'éviter l'exploitation sur la zone où ces espèces ont été observées. Cette zone ne sera donc pas intégrée à la modification du plan de phasage.
Respect de la prescription : Prescription inadaptée


Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :

N° 2 : Registres et plans

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/12/2006, article 12
Thème(s) : Risques chroniques - Plan d'exploitation – avancement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un plan d'échelle adaptée à la superficie est établi par l'exploitant. Sur ce plan sont reportés :</p> <ul style="list-style-type: none">• les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres,• les bords de la fouille,• les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs,• les zones défrichées, décapées, en cours d'exploitation, en cours de remise en état et remises en état,• l'emprise des infrastructures (installations de traitement et de lavage des matériaux, voies d'accès, ouvrages et équipements connexes...), des stocks de matériaux et des terres de découvertes. <p>Les surfaces exploitées, en cours d'exploitation, remise en état, en eau...des différentes zones sont consignées dans une annexe à ce plan. Les écarts par rapport au schéma prévisionnel d'exploitation et de remise en état produit en vue de la détermination des garanties financières sont mentionnés et explicités.</p> <p>Ce plan doit être réalisé, sur demande de l'inspection des installations classées, par un géomètre, notamment pour vérifier l'état d'avancement des travaux de remise en état.</p> <p>Ce plan et ses annexes est mis à jour au moins une fois par an et copie en est adressée à la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement - Subdivision de la Manche. Un exemplaire est conservé sur l'emprise de la carrière et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>A la suite de l'inspection du 15 mars 2023, l'exploitant a sollicité la prestation de son géomètre en avril 2023.</p> <p>Cependant, l'exploitant n'a pas toujours fourni à l'inspection, dans le délai indiqué dans la lettre de suite de l'inspection du 15 mars 2023, le plan à échelle adaptée et comportant tous les éléments prescrits. L'exploitant indique qu'il va le réclamer à son géomètre.</p>
<p>Observations :</p> <p>L'inspection a demandé de nouveau à l'exploitant de lui fournir ce plan dans un délai de 15 jours. L'exploitant a transmis le plan du géomètre par courriel du 5/09/2023.</p> <p>Néanmoins le plan transmis, qui figure d'ailleurs dans le porter à connaissance de l'exploitant de fin mai 2023, ne répond à l'article 12 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 29 décembre 2006 qui demande un plan d'échelle adaptée à la superficie où sont reportés :</p> <ul style="list-style-type: none">- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que ses abords dans un rayon de 50 mètres ;- les bords de la fouille ;- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ;- les zones défrichées, décapées, en cours d'exploitation, en cours de remise en état et celles remises en état ;- l'emprise des infrastructures, des stocks de matériaux et des terres de découvertes. <p>L'inspection demande donc à l'exploitant de lui fournir un plan tel que prescrit à l'article 12 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 29/12/2006.</p>
Respect de la prescription :  Non Conforme

Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans Objet
Proposition de délais : Sans Objet

N° 3 : Prévention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 22/05/2023, article 1
Thème(s) : Risques chroniques - Prévention des pollutions accidentelles
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La société FLORENTAISE SA est mise en demeure, pour les activités qu'elle exerce sur les communes de Gorges et Saint-Jores: • sous un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté : [...] ◦ de respecter l'article 29.1 de l'arrêté préfectoral du 29 décembre 2006 modifié en proposant un dispositif fiable permettant la récupération des déversements accidentels de produits polluants sur le site de la tourbière ;
Constats : Sur le terrain, à proximité de la zone d'exploitation, l'exploitant a installé un tapis absorbant sous les 2 cuves de carburant des engins afin de prévenir des pollutions accidentelles. Les cuves sont sur rétentions intégrées. Ce dispositif mis en œuvre doit permettre, selon le fournisseur de traiter les pollutions accidentelles. Selon l'inspection, si ce système est fonctionnel pour les égouttures, il ne permettra pas d'absorber une fuite plus conséquente lors des manipulations. Un stock de matériaux absorbants serait à prévoir en complément de ce système. Par ailleurs, deux bidons d'huiles sans rétention étaient présents à proximité des cuves mais sans rétention. L'inspection demande à l'exploitant de les évacuer rapidement. L'exploitant indiquera sous un mois à l'inspection des installations classées le protocole mis en place pour le ravitaillement des engins permettant de garantir l'absence de déversement accidentel.
Respect de la prescription :  Non Conforme
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans Objet
Proposition de délais : Sans Objet

N° 4 : Plan d'actions environnemental

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 22/05/2023, article 1
Thème(s) : Risques chroniques - réhabilitation du site
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La société FLORENTAISE SA est mise en demeure, pour les activités qu'elle exerce sur les communes de Gorges et Saint-Jores: [...] <ul style="list-style-type: none">• sous un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté:<ul style="list-style-type: none">◦ de respecter l'article 29.2 de l'arrêté préfectoral du 29 décembre 2006 modifié en élaborant et en mettant en œuvre une stratégie permettant de rattraper le retard pris sur la remontée des eaux du plan d'eau central de la tourbière.
Constats : Les différentes actions sont passées en revue lors de l'inspection, assorties de commentaires de la part de l'exploitant et de son consultant environnement. Sur le terrain, certaines actions font l'objet d'observations commentées, dont l'action PN5 – ouverture des milieux pionniers par défrichement de saulaies- qui fonctionne bien sur une partie du secteur initialement prévu. Des espèces pionnières y sont observées. Par contre, cette action nécessite une demande de dérogation au titre des espèces protégées.
Observations : L'inspection rappelle à l'exploitant qu'il doit fournir, pour mi septembre, un bilan complet du plan d'actions environnemental et que pour certaines actions, une demande de «dérogation espèces protégées» est nécessaire. Cette demande de dérogation, uniquement pour la mise en œuvre des mesures compensatoires, doit porter sur les espèces floristiques et faunistiques.
Respect de la prescription : Prescription inadaptée
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Mise à jour des prescriptions

L'inspection prend acte de la réception du bilan du plan d'actions environnemental transmis par l'exploitant par courriel du 25 septembre 2023.